

Élus et associations de la rive sud refusent le projet de décharge

Alors qu'une enquête publique est en cours, un rassemblement a eu lieu hier pour alerter la population sur les risques liés à ce centre de stockage prévu au lieu-dit Mucciellu, sur la commune d'Albitreccia

Non à cette poubelle géante ! » Tel est le cri, ou plutôt le « hurlement », qu'ont lancé, hier matin, les associations et les élus de la rive sud et de la région du Prunelli*. Réunis à Pisciatello, ils ont en effet sonné la mobilisation contre le projet de décharge prévu à seulement quelques kilomètres de là, au lieu-dit Mucciellu, non loin du col de Beddivaddi.

« Nous nous étions déjà fermement opposés l'an passé à un tel projet privé, envisagé sur les hauteurs de ce territoire protégé », a expliqué Pierre-Paul Luciani, conseiller général du canton de Sainte-Marie-Sicché et maire d'Albitreccia, la commune choisie pour l'implantation de la décharge. Sans que quiconque n'ait été informé ni consulté au préalable, nous venons de nous rendre compte qu'une enquête publique est actuellement en cours pour la réalisation de ce projet. Il est donc urgent de réagir pour refuser l'implantation d'un tel dépôt d'ordures, dont les conséquences sanitaires, économiques et évidemment écologiques, seraient catastrophiques. »

Un million de tonnes de déchets

Soutenue par les militants environnementaux du Gard et du Levante, ainsi que par les mouvements politiques Europe Écologie Les Verts et Union des démocrates et indépendants de la Corse-du-Sud (UDI), entre autres, l'association Campa indè Vaddi s'est créée tout récemment pour dénoncer le projet. À



De nombreux habitants, représentants associatifs et maires des communes de la région du Prunelli se sont réunis hier matin à Pisciatello, afin de s'opposer à la création d'un centre de stockage des déchets sur la commune d'Albitreccia.

(Photo Pierre-Antoine Fournil)

l'origine de ce premier rassemblement, elle prévoit notamment de multiplier les tractages et détaille par ailleurs dans un document de quatre pages tous les « risques et nuisances » induits par la décharge. Et la liste est très longue.

« Après les décennies d'exploitation de la décharge Saint-Antoine, la commune d'Albitreccia se voit hériter de la suite de cette politique d'enfouissement à perpétuité », s'insurge Laurence Laurenzi, trésorière et porte-parole de l'association. Il est ainsi envisagé un centre de stockage des déchets non dangereux et de déchets inertes d'une capacité d'un mil-

lion de tonnes, d'une hauteur de 57 mètres sur 20 hectares de maquis, pour une première demande d'exploitation de 21 ans. Sachant qu'aucun tri ni valorisation ne sont faits en amont, c'est un simple permis de polluer ! »

Selon les opposants au projet, les 20 % de « jus de décharge » chargés de lixiviats seraient à cet égard « directement rejetés dans le Ritondo, un affluent du Prunelli où sont implantés les captages d'eau potable pour l'agglomération ajaccienne et les hameaux alentours. » Un impact « en contradiction totale avec les textes européens et les objectifs fixés par le

Sdage. » Et qui toucherait également « le site protégé à l'embouchure de la Gravona, les exploitations agricoles et les habitants de toute la région, bien au-delà du seul périmètre de deux kilomètres étudié. »

Mais les inquiétudes des opposants ne s'arrêtent pas là, puisqu'ils pointent aussi du doigt « la sécurité pour les utilisateurs de cette route étroite et sinueuse, où plus de 150 camions se croiseront tous les jours. » « L'important risque incendie », la pollution atmosphérique et sonore, la présence du sentier de randonnée Mare e Monti, ou encore « les

dangers liés à l'activité aéroportuaire », figurent parmi les nombreux autres points noirs mis en exergue.

Appel à signatures jusqu'au 19 avril

Autant d'enjeux qui conduisent donc les riverains à organiser la fronde : « Nous refusons de compter nos morts », insistent-ils. « Après la carrière déjà en exploitation et le projet de carrière de granite en cours, l'implantation de la décharge sur ce site ne serait pas en adéquation avec une logique de développement durable. Le Piedma (Plan interdépartemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de Corse) n'a pas décidé de ce lieu d'implantation. Des terres sans intérêt agronomique pourraient tout à fait accueillir ce genre d'installation », ajoutent-ils.

Pour l'heure, les opposants comptent sur la mobilisation du plus grand nombre. « seule manière d'empêcher ce projet. » Les habitants sont en ce sens invités à se rendre à la mairie annexe des Molini pour signer « contre ce projet » d'ici le 19 avril et la fin de l'enquête publique.

LAURE FILIPPI-LEONETTI
laurefilippi@corsematin.com

* Étaient notamment présents, aux côtés des associations et de Pierre-Paul Luciani, les maires d'Écoca-Suarella (Paul Pellegrinetti), de Pîa-Carajè (Antonio De Peretti), de Casu (Marthalle Leonetti) et de Serra-di-Ferro (Antoine Giorgi), l'adjointe au maire de Cugnocci-Monricchi, Gabrielle Vitte, le militant nationaliste Paul Quastana, ainsi que le président de la Fédération régionale de l'hotellerie de plein air, Dominique Subrini.